

Le populisme en débat

Avant-propos

Anne Dujin

Il est des mots qui, soudain, paraissent devenir incontournables dans le débat public. Souvent parce qu'ils désignent une réalité sinon nouvelle, du moins instable, qui échappe encore aux définitions précises. Le mot recouvre alors une pluralité de phénomènes, qui ne sont certes pas sans se ressembler, mais dont on ne sait pas dire s'ils partagent ne serait-ce que des causes ou des effets communs. Si bien que le mot finit par désigner l'air du temps lui-même, un visage de notre époque.

Le mot populisme est de ceux-là. L'inflation de son usage est telle ces dernières années qu'on en oublierait presque que son apparition dans le lexique politique est ancienne. Que l'on songe au populisme russe du milieu du XIX^e siècle, au populisme agraire aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle, ou aux populismes latino-américains du XX^e siècle, qui se sont désignés eux-mêmes comme tels. Ces dernières années, le terme de populisme et l'adjectif qui en découle ont davantage fonctionné comme des anathèmes, en particulier dans des cercles dits libéraux. Mais on a vu également des mouvements ou des dirigeants s'en revendiquer, à gauche comme à droite du spectre politique. Repoussoir pour les uns, mobilisateur pour les autres, le mot est devenu un fétiche.

À y regarder de plus près, on constate que la notion de populisme entretient, en creux, des liens étroits avec celles de démocratie et de représentation. Sont en effet qualifiés de populistes des dirigeants ou des mouvements autoritaires, antidémocratiques. Plus souvent encore, est nommé populisme ou populiste ce qu'il serait plus juste d'appeler démagogie ou démagogue. Des dirigeants ou des mouvements qui singent la vie démocratique (réduite au principe majoritaire) vident ses institutions de leur substance et contestent le principe même de représentation. Bien

plus que la négation de la démocratie, le populisme joue alors comme un révélateur de ses dysfonctionnements, de ses impasses. Quoi qu'il en soit, dans des régions aussi différentes aujourd'hui que l'Europe de l'Est, les États-Unis, l'Inde ou la Turquie, on compte de plus en plus de leaders nationalistes, en particulier de droite ou d'extrême droite, qui se retrouvent dans leur mépris de l'État de droit, le rejet du pluralisme, la xénophobie et l'incitation à la violence. Loin de ne représenter qu'une hypothétique menace, ils mènent des politiques qui ont déjà des effets concrets et se renforcent les uns les autres. Est-ce le populisme chez eux qui dérange ? Ou autre chose ? La question a son importance. Mais il y a également urgence à faire front contre cette façon de faire de la politique.

**Plus que la négation
de la démocratie,
le populisme joue comme
un révélateur de ses
dysfonctionnements.**

C'est donc à une double ambition que veut répondre ce numéro d'*Esprit*. La série d'entretiens proposée dans ce dossier par les universitaires Arthur Borriello et Anton Jäger participe de l'effort théorique au long cours que la notion de populisme exige de nous, loin des jugements normatifs. En s'entretenant avec Pierre Ostiguy, Christopher Bickerton et Nadia Urbinati, ils offrent des éclairages historiques, géographiques et conceptuels encore peu connus en France. Mais il s'agit aussi de prendre la mesure de la pénétration du phénomène populiste dans nos systèmes politiques et nos représentations. Ainsi, Yann Raison du Cleuziou propose une analyse sociologique de l'alliance paradoxale que l'on observe, en diverses régions du monde, entre des leaders dits populistes et des électors chrétiens. Ghislain Benhessa, Nathalie Bittinger et Nicolas Léger évoquent quant à eux la manière dont le populisme, comme imaginaire social et politique, se donne à voir dans des séries récentes ou dans un film comme *Joker*.